des Princes &c. Octobre 1724. 293

severité contre ceux du *Languedoc*, & des autres Provinces, & il n'y a que ceux d'*Alsace* qu'on paroit avoit envie de laisser dans le libre exercice de leur Religion. Du moins c'est ce que porte la Lettre ci-jointe, écrite par le Comte de Morville, Secrétaire d'Etat, au Maréchal du Bourg, Gouverneur de cette Province, & qui a été rendue publique. En voici la teneur.

J*Ai envoyé par ordre du Roi, Monsieur, au Conseil supérieur à Colmar, une Déclaration concernant les Religionnaires, pour y être enregistrée & publiée; & j'ai été informé, tant par Mr. le premier Président, que par Mr. le Procureur General de ce Conseil, que cet enregistrement y avoit été fait; mais que les Sujets de cette Province qui font profession de la Confession d'Augsbourg, & qui y sont autorisez par les Traitez de Paix, s'en trouvent extrêmement allarmez, sous prétexte que cette Déclaration ne contient aucune exception en leur faveur. Sur le compte que j'en ai rendu au Roi en présence de Mr. le Duc, S. M. a ordonné de vous écrire, qu'Elle n'a point prétendu les troubler dans l'exercice de leur Religion, dont Elle desire leur laisser une entière liberté, ainsi qu'ils en ont jouï avant cette Déclaration, & maintenir à leur égard les Traitez dans lesquels ils se trouvent compris, & auxquels il n'a jamais été dérogré. Vous aurez donc pour agréable de notifier dans l'étendue de vôtre Commandement, quelles sont sur cela les intentions de S. M., pour rétablir la tranquillité de ceux de cette Religion, qui auroient pû prendre vainement l'allarme; & de vous concerter à cet effet avec Mr. de Harlay à qui j'écris par cet ordinaire sur le même sujet. Je suis véritablement, &c.*

Signé, DE MORVILLE.